

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/TBT/Notif.98.576

1^{er} décembre 1998

(98-4824)

Comité des obstacles techniques au commerce

NOTIFICATION

La notification suivante est communiquée conformément à l'article 10.6.

1.	Membre de l'Accord adressant la notification: <u>PAYS-BAS</u> Le cas échéant, pouvoirs publics locaux concernés (articles 3.2 et 7.2):
2.	Organisme responsable: Ministère des transports, des travaux publics et de la gestion de l'eau L'organisme ou l'autorité désigné pour s'occuper des observations concernant la notification doit être indiqué s'il est différent de l'organisme susmentionné: Point national d'information – Point d'information OTC-OMC des CE
3.	Notification au titre de l'article 2.9.2 [X], 2.10.1 [], 5.6.2 [], 5.7.1 [], autres:
4.	Produits visés (le cas échéant, position du SH ou de la NCCD, sinon position du tarif douanier national. Les numéros de l'ICS peuvent aussi être indiqués, le cas échéant): Éclairage de sécurité installé dans le sol à bord des navires à passagers
5.	Intitulé, nombre de pages et langue(s) du texte notifié: Règlement concernant l'éclairage à faible hauteur
6.	Teneur: Ce règlement énonce des dispositions relatives aux emplacements auxquels et à la façon dont l'éclairage de sécurité additionnel devrait être installé. Ce texte donne effet au règlement II-2/28.1.5.10 de la Convention SOLAS et à la résolution A.752 (18) de l'Assemblée de l'Organisation maritime internationale. Il ne renferme pas de clause de reconnaissance mutuelle pour des règlements techniques car une telle disposition figure déjà à l'article 1b du Décret de 1965 sur la navigation, au titre duquel le texte faisant l'objet de la présente notification a été établi.
7.	Objectif et justification, y compris la nature des problèmes urgents, le cas échéant: L'éclairage de sécurité additionnel prescrit est requis pour permettre aux passagers de suivre sans se tromper les itinéraires d'évacuation, tels les escaliers et les couloirs, s'ils sont envahis par la fumée en raison d'un incendie à bord.
8.	Documents pertinents: Résolution A.752 (18)
9.	Date projetée pour l'adoption: 10 janvier 1999 Date projetée pour l'entrée en vigueur: 1 ^{er} février 1999
10.	Date limite pour la présentation des observations: 6 janvier 1999
11.	Entité auprès de laquelle le texte peut être obtenu: point national d'information [X] ou adresse, courrier électronique et numéro de télécopie d'un autre organisme: